

Je prie les députés de la Chambre des communes de comprendre que ce sont des emplois . . .

M. Côté (Lac-Saint-Jean): Gueule sale!

M. Malépart: Le député du Lac-Saint-Jean (M. Côté) crie: Ils s'en foutrent! Mais il sait qu'il est battu, il sait qu'il est défait, il s'en foutre carrément, il ne pense qu'à ses poches jusqu'aux prochaines élections.

Monsieur le Président, mais les travailleurs du chantier de Lauzon de la ville de Québec, eux, ne s'en foutrent pas. Les travailleurs du chantier de la Vickers à Montréal, eux, ne s'en foutrent pas. Parce que ce sont des ex-travailleurs, ils sont là.

C'est la même chose dans le cadre du Programme d'adaptation aux travailleurs. Les gens de Sorel . . . C'était un secteur, une région désignée qui avait droit au Programme de pré-traitement. Encore là, ce gouvernement conservateur, le ministre du Travail a aboli, l'an dernier, ce programme et il en a annoncé un autre. Mais l'autre n'a jamais été mis en application.

Or, il y a des gens dans ce chantier maritime qui ont eu droit, après un an d'assurance-chômage au Programme d'adaptation au travail, à des prestations d'assurance-chômage jusqu'à l'âge de 65 ans lorsqu'ils ne se trouvaient pas un emploi. C'était dans les règles du jeu.

Malheureusement, le gouvernement conservateur a coupé ce programme. Encore là, cela fait un nombre de chômeurs plus élevé dans la région.

Je pense et j'ose espérer que les députés conservateurs seront d'accord au moins . . . peut-être qu'on permettra au député de la région de Québec de se faire valoir, peut-être a-t-il des bonnes idées, et j'en suis convaincu.

Mais je pense qu'il est important qu'un comité soit formé. Je connais la procédure et je sais que si les députés conservateurs s'opposent, ils vont parler pendant une heure pour faire mourir le projet de loi au *Feuilleton*. Ils diront: Oui, nous avons un comité de députés conservateurs. Mais cela donne quoi? Cela a donné quoi jusqu'à maintenant?

Il y avait un comité de conservateurs en Ontario, ils se sont fait «planter» royalement. Au Nouveau-Brunswick, cela sera la même affaire: Dehors, dehors les «bleus»! Réveillez-vous si vous voulez sauver votre peau! Ce n'est pas de vous associer avec vos ministres et votre premier ministre, il est mort, cuit, fini, «fret net sec».

Mais joignez-vous à un comité, joignez vous à d'autres. Je ne vous demande pas de vous joindre seulement à des libéraux, mais à des représentants municipaux, à des syndicats, à des travailleurs. Ils vont dire que qui ne marche pas dans votre affaire, pourquoi vous êtes à 119 p. 100 que les gens qui n'ont plus confiance en vous et ne «trust» plus le premier ministre. Redressez-vous un peu, on vous donne une chance, on ne devrait pas vous en donner, mais pour le bien des travailleurs, on effacera la politique, on sera au-dessus de la partisanerie politique, en demandant que ce comité soit composé de représentants du gouvernement, d'experts, de représentants du gouvernement provincial, des partis de l'opposition, quels qu'ils soient. Mais on ne peut pas continuer comme cela. Je vois les gens de Québec qui vont se préparer à se lever. Ils vont se pêter les bretelles, ils vont dire: On a tant de contrats. Tant de contrats! Les «gars» sont sur le bien-être social, ils ne travaillent

Construction navale

pas. Qu'est-ce que le député fait? Ce n'est pas cela la satisfaction de dire qu'on a tant de contrats, que cela va nous donner tant de millions de dollars. Il n'y a pas de travail. Il y a 1 600 employés dans la région de Québec qui étaient des travailleurs dans le domaine des chantiers maritimes et qui ne travaillent pas. Il y en a qui sont sur le «BS». Et ce n'est pas parce qu'ils ont choisi d'être sur le bien-être social. C'est parce que les conservateurs les ont «garochés» là-dessus.

C'est la même chose à Sorel. J'aurais aimé que le député soit ici parce que lui, il contredirait ses collègues. Parce que c'est lui qui a rendu publique la première lettre de la complicité de ses collègues qui voulaient faire fermer le chantier de Sorel. Il serait ici, et je suis persuadé qu'il m'appuierait dans une telle proposition, parce qu'il saurait qu'il pourrait participer, parce que lui-même n'a plus confiance en ce Cabinet. Il a vu qu'il s'était déjà fait tromper. Et je me rappelle quand les travailleurs étaient ici, le député de Saint-Jean avait promis à ces gens-là: Oui, vous allez avoir . . . Il avait même appuyé, signé un accord pour le fermer. Hypocrisie! C'est pour cela que vous n'êtes plus populaires.

Et là-dedans, pour être sûr, il y aurait les représentants municipaux, les représentants provinciaux et chacun, collectivement, pourrait trouver des solutions pour s'assurer que l'industrie navale au Québec continue d'exister. On a une qualité, une richesse, la main-d'oeuvre qualifiée. Notre main-d'oeuvre, nos travailleurs, nos travailleuses, dans cette industrie, peuvent faire la concurrence à qui que ce soit dans le monde, en compétence, en qualité, en efficacité et en productivité aussi. Je sais que les députés conservateurs du côté des «boss» vont nous dire: Ils ne sont pas producteurs, c'est à cause de trois ou quatre grèves, et un tel et un tel . . . C'est seulement cela qu'ils savent dire, c'est le portefeuille. Mais dans la réalité, c'est faux. Regardez les chiffres.

Au niveau du Québec, ce sont les chantiers les plus productifs à la grandeur du Canada. Et en qualité, on est supérieur à beaucoup de monde. On ne peut pas laisser cette industrie qui, de pères en fils, fait partie du patrimoine québécois, on ne peut pas laisser cette industrie s'en aller.

Une des façons, je pense, à moins que d'autres suggèrent des solutions meilleures, je serais prêt à les adopter, mais une des façons, je pense, c'est de réunir tous les intervenants, que ce soit au niveau fédéral, provincial, municipal, des représentants des travailleurs, des représentants de l'industrie, des représentants de l'industrie de la sous-traitance qui dépendent de ces industries-là, aux environs, des représentants des marchands de ces régions-là, autour d'une table, avec un objectif bien précis, celui de maintenir en opération les chantiers navals au Québec, de maintenir les trois chantiers—pas s'asseoir pour tripoter comment en fermer un—de revoir la vocation de ces trois chantiers, de s'assurer de maintenir de l'emploi. Et je suis convaincu qu'avec des gens de cette qualité autour d'une table, on trouvera des solutions pour atteindre les trois objectifs que je viens d'énumérer, soit que nos trois chantiers au Québec maintiennent leur vocation dans le domaine naval, que les trois chantiers au Québec maintiennent les emplois qu'il ont là et que l'avenir des chantiers maritimes et l'honneur et la réputation que les chantiers maritimes du Québec se sont faite dans le monde continuera d'être maintenue.